



---

## **MARCHE DE TRAVAUX POUR LA MISE EN ACCESSIBILITE PMR DE L'HIA DE PERCY A CLAMART (92).**

\*\*\*\*\*

### **LOT 00**

### **Généralités tous types de travaux**

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

( C . C . T . P . )

S

#### **Maître d'Ouvrage**

SGA / ESID Ile de France  
8 Avenue du Président Kennedy  
78102 Saint Germain en Laye - Cedex  
Tel : 01 39 21 39 46  
Fax : 01 39 21 31 82  
Mail : [aurelie.lemaire@intradef.gouv.fr](mailto:aurelie.lemaire@intradef.gouv.fr)

#### **Maître d'œuvre**

ACP  
61 Ter rue Saint Joseph  
60200 Compiègne  
Tel : 03 44 40 98 72  
Fax : 09 72 22 05 56  
Mail : [acp@acp-vrd.com](mailto:acp@acp-vrd.com)

## SOMMAIRE

1.1	DEFINITION DE L'OPERATION - REGLEMENTATIONS.....	3
1.2	REGLES D'EXECUTION GENERALES – LOT 01 TRAVAUX DE VOIRIE.....	8
1.2.1	PRESRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX.....	8
1.2.2	ECHANTILLONS.....	9
1.2.3	ELEMENTS "MODELES".....	9
1.2.4	COMPOSITION DES BETONS ET MORTIERS .....	10
1.2.5	BRUITS DE CHANTIER .....	10
1.2.6	SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC .....	10
1.2.7	CANALISATIONS ET CABLES EVENTUELLEMENT RENCONTRES.....	11
1.2.8	TRAVAUX SOUS-TRAITES .....	11
1.2.9	PROPRETE DU CHANTIER - NETTOYAGES .....	11
1.2.10	PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR .....	11
1.2.11	ETUDES TECHNIQUES - PLANS D'EXECUTION .....	12
1.2.12	PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC... DES TRANCHEES .....	12
1.2.13	REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	12
1.2.14	IMPLANTATIONS - PIQUETAGES.....	12
1.2.15	DEMARCHES ET AUTORISATIONS.....	13
1.2.16	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	13
1.3	SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES - LOT 02 BÂTIMENT.....	14
1.3.1	PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE .....	14
1.3.2	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	14
1.3.3	DEMARCHES ET AUTORISATIONS.....	14
1.3.4	TRAITS DE NIVEAU.....	15
1.3.5	TRAVAUX SPECIAUX .....	15
1.3.6	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION « SECURITE INCENDIE ».....	15
1.3.7	ECHANTILLONS.....	15
1.3.8	ELEMENTS "MODELES".....	16
1.3.9	REGLES D'EXECUTION GENERALES .....	16
1.3.10	PRESRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX.....	16
1.3.11	RESERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS - ETC.....	17
1.3.12	FIXATIONS DES OUVRAGES SUR CHEVILLES .....	19
1.3.13	PROTECTION DES OUVRAGES.....	19
1.3.14	NETTOYAGES DE CHANTIER.....	20
1.3.15	REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	21
1.3.16	PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC... DES TRANCHEES.....	21

## 1.1 DEFINITION DE L'OPERATION - REGLEMENTATIONS

### DEFINITION DE L'OPERATION

**Opération :**

CLAMART (92) - HIA PERCY – mise aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées pour les établissements recevant du public au profit des établissements du SSA.

**Situation :**

Hôpital d'instruction des Armées de Percy – Clamart (92)

**Particularités :**

L'opération concerne l'îlot de l'HIA Percy, situé dans le département des hauts de seine (92), sur les communes de Meudon et Clamart. Cette emprise est bordée par la rue du Lieutenant Raoul Batany et l'avenue Henri Barbusse.

### MAITRE DE L'OUVRAGE - MAITRE D'OEUVRE - ETC ...

Maître de l'Ouvrage : Ministère des Armées  
SGA / SID / ESID ILE DE France  
8, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY  
BP 40202 - 78102 SAINT GERMAIN EN LAYE  
Téléphone 01.39.21.39.46 - fax 01.39.21.31.82

Conducteur d'opération : SGA / SID / ESID ILE DE France

Maître d'œuvre : ACP  
61 Ter rue Saint Joseph – 60200 Compiègne  
Tel : 03 44 40 98 72

Bureau d'études : ACP

Géomètre : AET  
12-14, rue Saint Germain – 60200 Compiègne  
Tel : 03 44 20 28 67

Bureau de contrôle : QUALICONSLT  
M ZULINI ou Mme THIEFFRY  
24, rue des Petites Ecuries – 75010 Paris

O.P.C. : ACP

Coordinateur H. et S. : PRESENTS, Agence Ile de France - Centre - Antenne de Suresnes  
22 rue Edouard Nieuport - 92150 SURESNES  
Mme Emilie POCHON  
Tel : 01 46 25 05 60

### CARACTERISTIQUES DU SITE

#### Documents graphiques et autres concernant le site

Les plans suivants sont joints au dossier de consultation :

- plan de situation : L00-Plan de Situation

**Lot 01 travaux de voirie :**

- L01-00-Plan d'ensemble des aménagements projetés 1/250°

- L01-01-Zomm 1.1 des aménagements projetés 1/100°

- L01-01-Zomm 1.2 des aménagements projetés 1/100°
- L01-01-Zomm 1.3 des aménagements projetés 1/100°
- L01-01-Zomm 1.4 des aménagements projetés 1/100°
- L01-01-Zomm 1.5 des aménagements projetés 1/100°
- L01-01-Zomm 1.6 des aménagements projetés 1/100°
- L01-02-Coupes des aménagements projetés
- L01-03-Profils en long des aménagements projetés

**Lot 02 travaux de bâtiment :**

- Pièce L02 – Bat K22 – N10
- Pièce L02 – Bat K22 – N20
- Pièce L02 – Bat K22 – N30

**Etat actuel du site**

Le site actuel est un hôpital militaire en exploitation.

**Etat du terrain lors de la mise-à-disposition de l'entreprise**

Le terrain sera mis à disposition de l'entreprise dans son état actuel comme défini ci-avant

**Accès du terrain**

L'accès du chantier pour l'entreprise se fera par :  
La rue Raoul Batany

**DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS**

L'ensemble des travaux de la présente opération fait l'objet de 2 Lots :

Lot 01 : Travaux de voirie  
Lot 02 : Travaux de bâtiment

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- les Clauses Générales pour opération : présent document
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières Lot 01 : document séparé
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières Lot 02 : document séparé

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le C.C.T.P. contractuel.

Ce C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le C.C.T.P. contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant.

A ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas, un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le C.C.T.P. contractuel. En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du Maître d'oeuvre.

## DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

### Obligations contractuelles

Seront documents contractuels pour l'exécution des présents marchés, tous les documents énumérés ci-dessous :

#### Marchés publics

Seront documents contractuels pour le présent marché :

- uniquement les documents D.T.U. et les documents ayant valeur de D.T.U. devenus C.C.T.G. approuvés par Décret et figurant sur la liste des Fascicules interministériels C.C.T.G.
- les Règles professionnelles, Cahiers des Charges, Prescriptions techniques ou Recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste
- tous autres documents rendus obligatoires par les Assureurs pour la prise en garantie des ouvrages
- toutes les Normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Les D.T.U. et les documents ayant valeur de D.T.U. non C.C.T.G. mentionnés dans le C.C.T.P. ne sont donnés qu'à titre indicatif et non contractuel.

Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) des D.T.U. sont applicables uniquement aux marchés privés, et ne sont pas documents contractuels pour les marchés publics.

En ce qui concerne toutefois les articles « Consistance des travaux » ou « Etendue des travaux » pouvant figurer dans le C.C.T.P. ci-après et faisant référence aux C.C.S., les textes de ces articles sont, par dérogation, contractuels pour les marchés publics.

### Connaissance des documents contractuels

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et parfaitement connaître tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par Documents de référence contractuels applicables au présent marché, il faut entendre :

- tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, erratas, etc... connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut ceux découlant des Clauses du C.C.A.G.

### Réglementation technique européenne

Directive concernant les « Produits de construction »

- Directive 89/106/CEE - Produits de constructions, transposée en France par le Décret du 08.07.92 n° 92.467.

Pour le moment il n'existe pas d'obligation d'employer des « Produits de construction » titulaires de la Marque de conformité « CE ».

Décret n° 95-1051 du 20.09.95

Règles « Eurocodes »

Ces règles n'ont pas pour le moment le statut de Normes françaises homologuées et ne sont pas Documents contractuels des présents marchés (sauf spécifications contraires dans le C.C.T.P. ci-après).

D.T.U. avec statut de Norme

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres Etats de la communauté européenne, les Documents techniques unifiés (D.T.U.) prennent progressivement le statut officiel de Normes.

Ces D.T.U. à statut de Normes sont précisés dans le C.C.T.P. ci-après.

Pour certaines, les Normes EN sont visées dans le C.C.T.P.

### **Ordre de préséance**

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P. et les clauses et prescriptions des D.T.U. et des Normes, il est précisé :

En ce qui concerne les D.T.U. ou Normes :

- pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en oeuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc..., ce sont les prescriptions des D.T.U. et des Normes qui prévaudront
- pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du C.C.T.P. qui prévaudront

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les D.T.U., ce sont toujours les spécifications du C.C.T.P. qui prévaudront.

### **Matériaux et produits hors domaine d'application des D.T.U.**

Pour les matériaux et procédés « non traditionnels » ou « innovants » qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, l'entrepreneur devra se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique
  - Agréments européens
- ou, à défaut, aux :
- Règles et prescriptions de mise en oeuvre du Fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'Appréciation technique d'expérimentation dite Procédure ATEx pourra être imposée par le Maître d'Ouvrage.

Les frais de cette procédure seront à la charge :

- de l'entrepreneur

### **Documents réglementaires à caractère général**

L'entrepreneur devra toujours respecter dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- Code de la Construction et de l'Habitation

- Règlement national d'urbanisme (RNU)
- R.E.E.F.
- Règles VERITAS - SECURITAS - SOCOTEC
- Réglementation Sécurité Incendie
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers
- Règlement sanitaire Départemental et/ou National
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'oeuvre
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier
- et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la Construction, à l'Urbanisme, à la Sécurité, etc.

### **N.R.A. - Nouvelle réglementation acoustique**

Décrets et arrêtés du 28 octobre 1994 et du 9 janvier 1995.

L'entrepreneur devra respecter ces textes pour ceux applicables aux travaux de son marché.

### **Sécurité et protection de la santé sur les chantiers**

Le chantier sera soumis en matière de sécurité et de protection de la santé aux nouvelles dispositions législatives, dont notamment :

- Loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993
  - Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994
  - Décret n° 95.607 et 95.608 du 6 mai 1995
- ainsi que :
- Directives n° 92/57/C.E.E. du Conseil du 24 juin 1992.

L'entrepreneur et ses co-traitants et/ou sous-traitants seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

### **Terrassements en tranchées**

A ce sujet, il est rappelé la Norme NF P 98.331.

### **Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements**

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet :

- Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 - Titre 4
- et plus particulièrement les points suivants :

- Article 64

« Avant tous travaux de terrassement à ciel ouvert, s'assurer auprès des services de voirie et des propriétaires de terrains de la présence de canalisations, vieilles fondations, terres rapportées, etc... Dans le cas de présence de canalisations, l'article 178 du décret du 8 janvier 1965 oblige la signalisation de ceux-ci et la présence d'un surveillant afin que la pelle mécanique ne s'approche pas à moins de 1.50 m de ceux-ci ».

- Article 66

« Les fouilles de plus de 1.30 m de profondeur de largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur doivent être blindées. Ces blindages doivent suivre l'avancement des travaux ».

- Article 73

« Il faut aménager une berme de 40 cm, dégagée en permanence de tout dépôt ».

- Article 75

« Les fouilles en tranchées ou en excavation doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux ».

- Article 76

« Lorsque les travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis à leur disposition ».

## TRAVAUX SOUS-TRAITES

Pour tous les travaux du marché pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le Maître d'oeuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au Maître d'Ouvrage pour accord.

## 1.2 REGLES D'EXECUTION GENERALES – LOT 01 TRAVAUX DE VOIRIE

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'oeuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

### 1.2.1 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

#### Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en oeuvre, seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le Maître d'oeuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à « Avis technique », l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un « Avis technique ».

Pour les produits ayant fait l'objet d'une « Certification » par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des produits titulaires d'une « Certificat de qualification ».

#### Produits de marque



Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

L'entrepreneur aura toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalent en qualité, dimensions, formes, aspects, etc...

### **Responsabilité de l'entrepreneur**

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en oeuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le Maître d'oeuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

### **Agréments - Essais - Analyses**

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un "Avis technique" du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux titulaires de cet « Avis technique » et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'oeuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du Maître d'oeuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'oeuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

## **1.2.2 ECHANTILLONS**

L'entrepreneur sera tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons de matériaux, matériels et fournitures qui lui seront demandés par le Maître d'oeuvre.

Ils seront entreposés dans un local spécial annexé au bureau du Maître d'oeuvre et toutes dispositions seront à prendre pour éviter toute substitution.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du Maître d'oeuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du Maître de l'Ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées ci-dessus

## **1.2.3 ELEMENTS "MODELES"**

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le Maître d'oeuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de "modèle".

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le Maître d'oeuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le Maître d'oeuvre lors de la demande.

#### 1.2.4 COMPOSITION DES BETONS ET MORTIERS

##### Bétons

La composition et la confection des bétons se feront dans les conditions précisées aux C.C.T.G., et D.T.U. correspondants et conformément aux dispositions des "Règles B.A.E.L." pour ce qui est des bétons armés.

La composition des bétons sera définie en vue de satisfaire aux prescriptions concernant les résistances mécaniques prises en compte dans les calculs, tout en recherchant une bonne compacité et une faible fissurabilité. Pour les bétons en contact avec le terrain, le ciment à employer devra être capable de résister aux eaux éventuellement agressives et à la nature chimique des terres.

L'entrepreneur restera responsable de la composition des bétons à mettre en oeuvre.

A ce sujet, il est bien spécifié que les dosages et compositions indiqués dans le C.C.T.P. ci-après sont strictement indicatifs et ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité.

Quantité et granulométrie des cailloux, graviers et sables ainsi que nature et dosage du ciment à déterminer par l'entrepreneur en fonction :

- de la nature du béton à obtenir,
- du mode de transport et de mise en oeuvre,
- de la nature de l'ouvrage,
- de la résistance exigée,
- de la finition des parements.

##### Béton prêt à l'emploi

Le béton prêt à l'emploi devra répondre aux conditions et prescriptions de la Norme expérimentale P 18.305 de décembre 1994.

L'entrepreneur devra strictement respecter cette norme qui est contractuelle.

Pour les passations de commande de béton, l'entrepreneur devra, en se basant sur le « Guide d'utilisation de la Norme P 18-305 » édité par le S.N.B.E., définir de manière précise le béton à livrer, et notamment :

- la classe d'environnement (classes 1 à 5)
- le type de béton «armé - non armé - précontraint)
- la résistance caractéristique
- la granularité, la consistance et, s'il y a lieu, la nature du ciment.

##### Mortiers

La confection des mortiers se fera dans les conditions précisées aux D.T.U. correspondants.

L'entrepreneur restera responsable de la composition des mortiers y compris dans les cas spéciaux consécutifs à des conditions particulières rencontrées ainsi que pour les matériaux pour lesquels le fabricant recommande un mortier particulier.

#### 1.2.5 BRUITS DE CHANTIER

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables.

#### 1.2.6 SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

### 1.2.7 CANALISATIONS ET CABLES EVENTUELLEMENT RENCONTRES

Dans le cas de rencontre de réseaux en service lors de l'exécution des travaux de démolition ou de terrassements toutes dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés.

Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entrepreneur devra immédiatement en avertir le Maître de l'Ouvrage et le Service concessionnaire concerné.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le Service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix

### 1.2.8 TRAVAUX SOUS-TRAITES

Dans le cas où il est prévu dans le marché des travaux pour lesquels l'entreprise titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle requise, les travaux concernés devront être sous-traités à une entreprise possédant la qualification voulue.

Le choix du sous-traitant sera à soumettre au Maître d'Ouvrage pour acceptation.

Cette sous-traitance se fera dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur à ce sujet.

### 1.2.9 PROPRETE DU CHANTIER - NETTOYAGES

Le chantier devra toujours être tenu en état de propreté correct.

Les terres ne devant pas être réemployées et les gravats devront être évacués du chantier au fur et à mesure.

Une fois par semaine, un nettoyage général du chantier devra être effectué.

En fin de travaux, il sera à effectuer le nettoyage final de mise en service.

### 1.2.10 PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

#### Avec son offre

L'entrepreneur devra fournir en annexe à son offre les pièces suivantes en 1 exemplaire :

- un devis estimatif détaillé présenté et articulé en harmonie avec les différents postes du C.C.T.P.

- une documentation détaillée de tous les matériels, appareillages, etc..., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent C.C.T.P.

- une notice énumérant les conditions de mise en oeuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les corps d'état "bâtiment" le cas échéant.

- toute autre pièce que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre

Dans le cas de matériels ou équipements particuliers :

- une documentation avec toutes les caractéristiques techniques

- une liste de référence de ces matériels ou équipements

#### Avant et en cours de travaux

Plans et notes de calcul le cas échéant, selon précision à l'article suivant

#### En fin de travaux

Dans le délai fixé par le C.C.A.P., ou, à défaut huit jours avant la date fixée pour la réception, l'entrepreneur devra fournir le dossier des ouvrages exécutés.

Ce dossier sera à fournir en trois exemplaires

Ce dossier comprendra obligatoirement :

- une note décrivant les travaux réalisés avec leurs caractéristiques techniques
- une nomenclature de tous les matériels et équipements installés avec leur marque, type et caractéristiques.
- les notices de conduite et d'entretien des installations
- une nomenclature des pièces de rechange devant être approvisionnées

Ce dossier comprendra également :

- toutes les pièces écrites et tous les plans d'exécution, notes de calcul, etc... mises conformes à l'exécution
- le plan de recollement général

#### 1.2.11 ETUDES TECHNIQUES - PLANS D'EXECUTION

Selon stipulations du C.C.A.P., les études techniques et les plans d'exécution seront à la charge de l'entrepreneur :

- établissement de toutes les études et notes de calcul sur la base de la Réglementation et des Normes applicables.
- établissement de tous les plans d'exécution nécessaire à la bonne réalisation des ouvrages.

L'entrepreneur aura toujours à sa charge, l'établissement des plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier, ainsi que les plans de réservation le cas échéant.

- les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le Maître d'oeuvre jugera utile à la bonne marche du chantier.

Ces pièces seront à remettre au Maître d'oeuvre en 3 ex. + 1 ex. reproducible.

#### 1.2.12 PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC... DES TRANCHEES

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge dans le cadre des prix de son marché, l'amenée, la mise-en-place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisations, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas
  - toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires
  - la signalisation de jour et de nuit
- et toutes autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

#### 1.2.13 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que toutes autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au Maître de l'Ouvrage, au plus tard :

- le jour de la réception des travaux

Il est d'autre part stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs, ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués "non traditionnels" devront toujours être mis en oeuvre conformément aux prescriptions de l'"Avis technique" ou, à défaut, aux prescriptions du fabricant.

#### 1.2.14 IMPLANTATIONS - PIQUETAGES

Il est rappelé à ce sujet les dispositions de l'article 27 du C.C.A.G. des marchés publics.

Le plan général d'implantation précisant la position des ouvrages en planimétrie et en altimétrie par rapport à des repères fixes, sera remis à l'entrepreneur.

L'entrepreneur aura à effectuer à ses frais, le piquetage général pour reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation.

Ce piquetage se fera au moyen de piquets numérotés solidement ancrés dans le sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés ci-dessus.

Dans le cadre de ce piquetage, l'entrepreneur procédera à l'implantation de tous les ouvrages prévus à son marché.

L'entrepreneur établira un plan de piquetage et d'implantation sur lequel sera portée la position des piquets, le fond de ce plan pourra être le plan général d'implantation visé ci-dessus.

L'entrepreneur fera à ses frais, approuver le piquetage et l'implantation par le Géomètre agréé par le Maître de l'Ouvrage, ou par tout autre Service habilité.

L'entrepreneur sera tenu de veiller à la bonne conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin, pendant toute la durée nécessaire.

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera tenu de compléter le piquetage général par autant de piquets qu'il sera nécessaire. Ces piquets complémentaires devront pouvoir être distingués de ceux du piquetage d'origine.

L'entrepreneur sera seul responsable des piquetages et implantations.

#### **1.2.15 DEMARCHES ET AUTORISATIONS**

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au Maître de l'ouvrage et au Maître d'oeuvre.

#### **1.2.16 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables aux travaux du marché.

Il devra prendre contact en temps utile avec les Services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ses travaux.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, aux clôtures sur chantier, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous éclairages de nuit, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

## 1.3 SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES - LOT 02 BÂTIMENT.

### 1.3.1 PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- toutes ses installations de chantier
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché,
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier,
- l'établissement des plans d'exécution,
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux,
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc... dans les conditions précisées aux documents contractuels,
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages,
- l'enlèvement de tous les gravois de ses travaux et les nettoyages après travaux,
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception,
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au Maître d'Ouvrage à la réception des travaux,
- la remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements,
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

### 1.3.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis son offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc...
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

### 1.3.3 DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au Maître d'Ouvrage et au Maître d'oeuvre.

#### 1.3.4 TRAITS DE NIVEAU

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur devra :

- porter à l'extérieur sur les façades le niveau + 1.00 m fini du premier niveau
- porter à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1.00 m fini au-dessus de tous les planchers et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces.

#### 1.3.5 TRAVAUX SPECIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le Maître d'oeuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au Maître d'Ouvrage pour accord.

#### 1.3.6 CONFORMITE A LA REGLEMENTATION « SECURITE INCENDIE »

Pour tous les matériaux et produits concernés par la Réglementation « Sécurité incendie », l'entrepreneur devra assurer et garantir une mise en oeuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le P.V. d'essai du feu du matériau ou produit concerné.

#### 1.3.7 ECHANTILLONS

L'entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le Maître d'oeuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local spécial annexé au bureau du Maître d'oeuvre.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du Maître d'oeuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du Maître d'Ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures ci-dessus visées.

### 1.3.8 ELEMENTS "MODELES"

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le Maître d'oeuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de "modèle".

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le Maître d'oeuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le Maître d'oeuvre lors de la demande.

### 1.3.9 REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'oeuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés à d'autres ouvrages, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués "non traditionnels" devront toujours être mis en oeuvre conformément aux prescriptions de l'"Avis technique".

### 1.3.10 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

#### Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en oeuvre, seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le Maître d'oeuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à « Avis technique », l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un « Avis technique ».

Pour les produits ayant fait l'objet d'une « Certification » par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des produits titulaires d'un « Certificat de qualification ».

#### Produits de marque



Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

L'entrepreneur aura toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalent en qualité, dimensions, formes, aspects, etc...

### **Responsabilité de l'entrepreneur**

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en oeuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le Maître d'oeuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

### **Agréments - Essais - Analyses**

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un "Avis technique" du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux titulaires de cet « Avis technique » et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'oeuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du Maître d'oeuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'oeuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

## **1.3.11 RESERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCHELLEMENTS - RACCORDS - ETC...**

### **Prescriptions générales**

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les percements, passages, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc..., nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc... devront être réservés au coulage, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages, étant formellement interdits.

### **Réservations au coulage et/ou à la préfabrication**

L'entrepreneur sera tenu de prévoir toutes les réservations conformément aux plans de réservations.

La fourniture des caissons de coffrages, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc... nécessaires pour les réservations, sera à la charge de l'entrepreneur.

### **Douilles - Rails et autres éléments incorporés au coulage**

L'entrepreneur devra la mise au coulage de toutes douilles, rails ou autres éléments métalliques ainsi que tous taquets et blochets en bois nécessaires à la réalisation des travaux, et ce dans tous les ouvrages en béton ou préfabriqués.

### **Canalisations incorporées au coulage**

Dans le cas où des conduits électriques ou des autres canalisations sont prévus posés dans des ouvrages en béton ou préfabriqués, ces produits ou tubes seront mis en place et maintenus dans les coffrages par l'entrepreneur avant le coulage du béton.

En cas de désordres constatés lors du décoffrage, l'entrepreneur fera son affaire de tous travaux de reprises nécessaires.

### **Percements dans maçonneries et ouvrages autres que béton**

Les percements dans tous les murs en maçonnerie ainsi que dans cloisons et ouvrages autres qu'en béton seront exécutés par l'entrepreneur.

Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'entrepreneur devra obtenir l'accord du Maître d'oeuvre avant d'exécuter ses percements.

### **Tranchées - Gaines - dans maçonneries et cloisons**

Mêmes prescriptions que pour les percements.

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.

Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

### **Scellements**

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans le cas de scellement dans parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Les scellements devront toujours être arasés de 0.010 env. en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

### **Rebouchages**

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.

### **Fourreaux**

Les fourreaux seront soit en tube acier peint au minium de plomb, soit en P.V.C.

Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf cas où pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de 2 locaux privatifs, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat, assurant l'isolement phonique.

### **Raccords**

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.

La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc...

### **Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé**

Dans le cas où par suite de modifications intervenues après réservations, des percements seraient nécessaires dans des ouvrages en béton ou béton armé, ils pourront être réalisés sous réserves de répondre aux conditions suivantes :

- accord de l'Ingénieur chargé des études de béton armé et le cas échéant, du Bureau de contrôle
- exécution dans le cas d'ouvrages horizontaux en béton, obligatoirement du bas vers le haut.

### **Respect des isolements phoniques**

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc..., l'entrepreneur devra veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée.

Il devra prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

## **1.3.12 FIXATIONS DES OUVRAGES SUR CHEVILLES**

Pour tous les ouvrages dont la tenue doit être absolument garantie ou qui présente des risques au tiers en cas de tenue défectueuse tels que bardages ou habillages de façades, ouvrages fixés en plafond, garde-corps et rampes d'escaliers, couvertines métalliques, etc..., la fixation sur cheville pourra être autorisée par le Maître d'oeuvre.

L'entrepreneur devra alors fournir un Procès-verbal d'essais à l'arrachement et à la rupture des fixations sur chevilles, établi sur site par le fournisseur des chevilles.

## **1.3.13 PROTECTION DES OUVRAGES**

L'entrepreneur devra assurer la protection de tous ses ouvrages jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc..., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc..., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes qui du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâties et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

#### 1.3.14 NETTOYAGES DE CHANTIER

L'entrepreneur devra toujours, immédiatement après exécution des travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Il aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas de l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et l'entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

De plus, et à raison d'une fois par mois au minimum, l'entrepreneur devra effectuer un nettoyage et balayage général de la construction.

L'entrepreneur aura également à sa charge, l'enlèvement à la décharge publique des gravois mis en tas à l'extérieur du bâtiment.

Seront également à la charge de l'entrepreneur, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

L'entrepreneur devra mettre en place une ou plusieurs bennes selon besoins, pour recevoir les gravois, emballages et tous autres déchets provenant des travaux.

Cette ou ces bennes devront être remplacées au fur et à mesure de leur remplissage.

L'emplacement de cette ou de ces bennes sera défini pendant la période de préparation.

Tous les frais consécutifs à cette ou ces bennes resteront à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas de non respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'oeuvre et/ou le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment faire procéder par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois, les frais en seront supportés par l'entrepreneur.

### 1.3.15 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que toutes autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au Maître d'Ouvrage, au plus tard :

- à l'issue des travaux

Il est d'autre part stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur, ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

### 1.3.16 PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC... DES TRANCHEES

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge dans le cadre des prix de son marché, l'amenée, la mise-en-place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas
  - toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires
  - la signalisation de jour et de nuit
- et tous autres équipements de sécurité qui s'avéreraient nécessaires.

Lu et accepté par l'Entrepreneur

Le Maître d'Ouvrage

A ,

Le

A ,

Le